**Courrier A+**

Destinataire : partie employeuse (celle avec laquelle on a passé le contrat de travail)

Expéditeur

………….., le ….

**Concerne : opposition au congé en droit public LPers-VD**

Madame, Monsieur,

Par votre courrier du …. , vous m’avez signifié que vous me licenciez pour la date du ….

*Variante : Dans le cadre de l’entretien auquel j’ai dû participer le…., vous m’avez signifié que vous me licenciez pour la date du ….*

Je considère que ce congé est abusif au sens des art. 59 et 60 LPers-VD.

Je relève en particulier, mais de manière non exhaustive les éléments suivants :

* *Je n’ai jamais reçu d’avertissement préalable, nécessaire sauf dans les cas de suppression de poste ou de résiliation immédiate pour de justes motifs*
* *Mon droit d’être entendu n’a pas été respecté avant la prise de votre décision*
* *Les motifs invoqués ne tombent pas sous le coup de l’art. 59 al. 3 LPers-VD*
* *Les motifs invoqués n’existent pas*
* *Je suis victime de harcèlement (ce qui a pu affecter la qualité de mon travail) mais rien n’a été fait par mes supérieurs pour me protéger*
* *Je me suis plainte/ plaint de mes collègues ou de mes supérieurs et depuis lors je fais l’objet de mesures de rétorsion*

Je vous remercie dès lors de prendre note du fait que **je m’oppose formellement** à mon licenciement, abusif, et que je réserve tous mes droits.

Je vous propose une continuation des rapports de travail et vous offre mes services.

Entretemps, je vous adresse, Madame, Monsieur, mes meilleures salutations.

 signature

La partie en jaune doit être individualisée en fonction de la personne signataire et des circonstances